

Recherches sociographiques



Débat

Volume 26, Number 1-2, 1985

Situation de la recherche sur le « Canada français », 1962-1984 I

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056140ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056140ar>

[See table of contents](#)

Article abstract

Débat

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

(1985). Débat. *Recherches sociographiques*, 26(1-2), 199–202.

<https://doi.org/10.7202/056140ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1985

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

DÉBAT

Paul-André LINTEAU

Du côté des historiens qui s'intéressent au phénomène urbain, il y a eu — et c'est, je pense, une dimension importante de l'évolution de l'approche historique dans les années 1970 — une préoccupation croissante pour le spatial. L'espace, qu'on en est venu à considérer comme n'étant pas une donnée neutre, comme étant au contraire l'enjeu d'un contrôle social et économique. Un espace qui est pris en mains, pris en charge, dans notre type d'urbanisation, par un capital privé, généralement. Et il y a eu remise en question par les historiens d'une image qui circulait, à l'effet que ce contrôle était venu tout récemment, avec Cadillac Fairview, Campeau Corporation... que de grandes maisons financières européennes contrôlent l'espace montréalais. Le processus, il est infiniment plus ancien et c'est une préoccupation qu'on retrouve en histoire. Je voudrais là-dessus peut-être corriger l'impression que Fernand Ouellet nous a donnée l'autre soir. Il y a une lecture urbaine de l'histoire et il y a une préoccupation.

Le rapport avec l'espace s'est manifesté aussi à un autre niveau : dans une volonté, chez plusieurs historiens qui se sont intéressés à l'histoire urbaine, de mieux spatialiser les phénomènes. Une volonté de regarder à une échelle beaucoup plus fine, à l'intérieur de la ville, les découpages sociaux qui se faisaient dans l'espace. Ce qui nous a amenés à remettre en question l'espèce de postulat que Montréal est divisé en deux par la rue Saint-Laurent, français d'un côté, anglais de l'autre. C'est un phénomène qui ne correspond pas à la réalité, même si c'est une tendance principale ; la réalité est infiniment plus complexe que ça. Jean-Pierre Kesteman a publié récemment, dans la *Revue d'histoire urbaine*, une magnifique étude sur Sherbrooke entre 1870 et 1914, où il montre que, selon les différents quartiers de la ville, il y a eu une adaptation extrêmement différente aux changements de conjoncture ; qu'il y a eu une mobilité différentielle selon les espaces et les groupes sociaux. Il y a une préoccupation croissante pour l'espace dans la démarche historique et cette préoccupation-là s'est souvent appuyée d'un lien avec la production des sociologues, québécois mais peut-être plus européens, et aussi des historiens urbains américains, sur le phénomène de l'espace, la transformation de l'espace. Ça a toujours été présent dans la démarche historique, à cause des liens étroits avec la géographie, mais ça me paraît beaucoup plus net dans les travaux récents de la dernière décennie sur l'histoire urbaine.

Pour relever le gant rapidement sur ce qui a été mentionné comme l'absence ou les carences de lectures urbaines : ça a été fait pour l'histoire, je peux peut-être mentionner ce qu'il en est pour la géographie. Effectivement, je crois qu'il y a des carences importantes de ce côté-là, à cause de la très grande densification et complexité du milieu urbain, à cause de la superposition de facteurs si nombreux. En fait, ce n'est pas tellement les lectures urbaines qui manquent mais les lectures de la ville dans sa globalité. C'est surtout ça qui a manqué chez les géographes. Parce que, même si les géographes appliquent, quelquefois de façon inconsciente, ce schéma très simple qu'est la recherche constante des deux dimensions que sont la différenciation spatiale, horizontale, et l'intégration des phénomènes, la dimension verticale, le fait est que ces deux dimensions sont particulièrement densifiées en milieu urbain. La différenciation spatiale, elle est métrique au plan de l'échelle, et l'intégration des phénomènes, elle est extrêmement écrasée ou télescopée sur le plan vertical. De telle sorte que ce qu'il en est résulté, je pense, c'est qu'au lieu d'étudier la ville dans sa globalité, on a privilégié certaines relations — la relation dominant/dominé, par exemple, ou autre — certains phénomènes comme la mobilité ou la ségrégation intra-urbaine. Mais il en est résulté aussi certaines compromissions, je dirais. Les géographes, pour plusieurs, ont été mis ou se sont mis au service du pouvoir, municipal, provincial ou autre, dans son action d'aménager l'espace. Et nombre d'entre eux, on le sait — ça n'est pas un discrédit en soi — ont consacré leur activité professionnelle précisément à nourrir cet appareil d'État, de différents niveaux, pour aménager l'espace urbain. Il y a d'ailleurs eu un débat, ou plusieurs débats là-dessus, certains géographes reprochant à ceux qui travaillaient pour le « Pouvoir » de consacrer, de concrétiser, d'endurcir, de figer, si on peut dire, les contraintes urbaines. Alors que d'autres groupes — il y a eu des groupes comme EZOP et d'autres — ont fait porter beaucoup plus leurs interrogations sur la critique de l'espace urbain.

Je crois que c'est de la dialectique entre les deux qu'émerge cette utilité à laquelle se référait Marc-Adélarde Tremblay. Moins directement peut-être de chacune des écoles ou des compromissions, pour le Pouvoir ou pour la critique, mais plutôt de la dialectique des deux. C'est en alimentant ce débat-là — bien sûr, d'un côté critique, concret et constructif, bien que ça paraisse souvent peut-être des batailles d'école — qu'on contribue justement, les géographes, les urbanistes et les autres, à rendre au contribuable ce qu'il a investi dans la recherche. Tellement qu'on a vu, hier ou avant-hier, lors du congrès de la Fédération mondiale des villes jumelées qui s'est tenu à Montréal, des aménagistes, des urbanistes, mentionner que l'aménagement urbain c'est beaucoup trop important pour laisser ça aux mains des aménagistes et des urbanistes. On devrait le confier à bien d'autres. Ce qui rejoint l'idée de la spécialisation des urbanistes pour la concrétisation d'un pouvoir, d'une réglementation de l'espace urbain, qui à ce moment-là a moins de facilité de se rajeunir, de renaître comme un Phœnix de ses cendres. C'est peut-être un élément d'explication de certaines carences en géographie urbaine.

Jacques GODBOUT

C'est le problème de la ville de l'aborder dans sa globalité. Aucune discipline n'y arrive. Peut-être que d'aborder le problème dans sa globalité, ça nous mènerait aussi loin que de remettre en question la nation. C'est où arrive Jane Jacobs, par exemple, qui en vient à dire : « À quoi ça sert la nation ? pourquoi ça ne serait pas un réseau de villes ? » Le problème de la ville dans sa globalité, nous on ne l'a pas encore réglé et on en est très loin.

Marc-Adélarde TREMBLAY

Est-ce que la renaissance des quartiers à la ville n'est pas comparable à ce qui se passe dans les milieux ruraux et pour les régions, par rapport à la création de nouvelles identités régionales ? Je me demande dans quelle mesure l'apparition des urbains à la campagne et surtout l'influence qu'ils ont exercée sur le pouvoir municipal, dans les M.R.C. et autres organisations régionales, dans quelle mesure ça n'est pas en train de ressusciter une prise de conscience régionale et puis une sorte de nécessité de se redéfinir par rapport aux autres. Et je me demande si ce qui se passe dans les villes, la renaissance des anciens quartiers, qui sont peuplés d'anciens résidents mais aussi [...] s'il n'y a pas un parallèle à établir. Et si ça ne serait pas un ferment qui servirait de fondement à la création de nouvelles identités beaucoup plus limitées dans l'espace.

Henri DORION

Pour répondre par une question : est-ce que ça n'est pas l'application concrète du « *small is beautiful* » ? Parce que, si on se promène, par exemple, dans un nouveau quartier, comme le quartier « Cartier » à Québec : les rues sont petites, les maisons sont petites, les familles sont petites, les restaurants sont petits, les boutiques sont petites — c'est exact. Ça correspond à une espèce d'échelle plus humaine, qui est — il me semble, en tout cas — la concrétisation du « *small is beautiful* ». Ça correspond à un espace concret nouveau, qui reprend naissance à l'intérieur de la ville, beaucoup moins en périphérie, qui évidemment est le paradis des centres-d'achats.

Jacques GODBOUT

En ce qui concerne Montréal, nous, ce qu'on croit constater, c'est plutôt que les quartiers ont toujours existé. Maintenant, ils redeviennent à la mode tout simplement parce que les classes moyennes commencent à les habiter. Mais

ils ont toujours existé, ils ont toujours été très structurés. Ils sont déstructurés et restructurés d'une autre façon par les nouveaux arrivants ; mais ils ont toujours existé. Sauf qu'on commence à en parler. On parle maintenant de vie de quartier parce que les gens qu'on connaît, les sociologues eux-mêmes habitent dans ces quartiers ! À la différence de nombreuses villes américaines, par exemple, les villes canadiennes — c'est pas seulement au Québec — ont toujours maintenu un tissu urbain très sain, où habitent les ouvriers, où vont les populations ouvrières. Il y avait une vie de quartier très importante. Je ne crois pas que ce soit un phénomène nouveau.

Et même, récemment, on a eu besoin, pour d'autres fins, d'établir rapidement le réseau qui existe dans trois quartiers de Montréal, et aussi le centre de ces réseaux-là, des différents groupes, sans discrimination. Ça allait des Lacordaire... enfin, quel que soit le groupe qui existe au niveau local, au niveau du quartier. Et on s'est aperçu avec surprise que le centre des groupes, dans les trois quartiers qu'on a vus, ça n'est pas le C.L.S.C., ça n'est pas toutes les nouvelles institutions : c'est encore la paroisse qui est le lieu de regroupement du plus grand nombre de groupes.